

L'histoire du libéralisme.

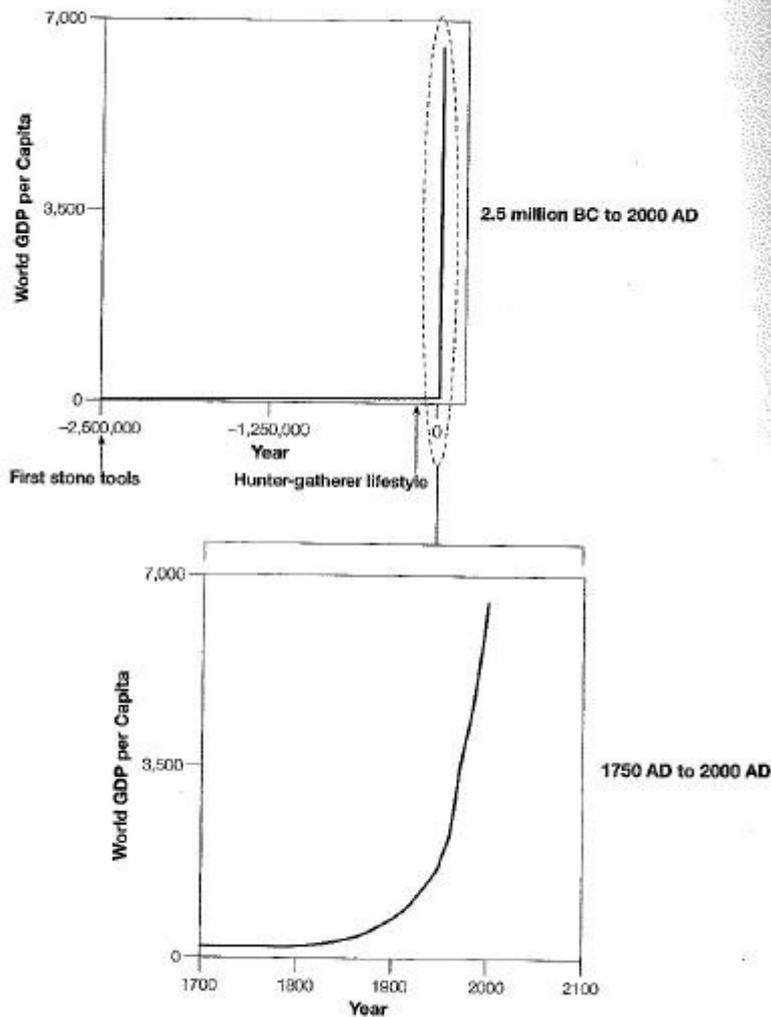


[Source : Le Minarchiste]

Par Minarchiste

L'économiste Bradford DeLong a estimé le PIB mondial par habitant depuis l'apparition de l'humain sur terre (voir graphique ci-bas).^[1] Le constat qui en découle est stupéfiant : le niveau de vie des humains a véritablement stagné pendant 2.5 millions d'années, pour ensuite exploser à la hausse vers la fin du 18^e siècle. En fait, l'humain moyen de 1750 avait un niveau de vie plus près de l'homme de cro magnon que de l'humain moderne de 2010 !

The Explosive Growth in Human Wealth



Source: Estimates for 1 million BC to 2000 AD from J. Bradford DeLong, University of California, Berkeley. Estimates for 2.5 million BC to 1 million BC are an extrapolation. GDP per capita is measured in 1990 international dollars.

Que s'est-il donc passé au 18^e siècle pour déclencher une telle amélioration du niveau de vie des humains ? Le principal moteur de création de richesse est la liberté économique. Se pourrait-il donc qu'une augmentation drastique de la liberté économique se soit produite au 18^e siècle, engendrant une croissance économique et une prospérité jamais vue auparavant ? C'est en effet ce qui s'est produit !

Celui que l'on considère comme le père du libéralisme est un philosophe anglais du nom de John Locke. Dans ses publications de la fin du 17^e siècle, Locke démontrait que la propriété est un droit naturel de l'humain, étant le résultat de son travail. Il affirmait que c'est du peuple que l'État obtient son pouvoir de gouverner, et non d'une autorité surnaturelle ou divine, tel que le prétendait la monarchie à l'époque. Comme le peuple ne peut octroyer à l'État un pouvoir qu'il ne détient pas, il en va de soi que le pouvoir de l'État ne puisse pas excéder le pouvoir des individus qu'il gouverne. Le pouvoir de l'État doit être limité et non-arbitraire.

Les idées de Locke ont servi de base aux révolutions qui ont eu lieu à travers le monde durant le Siècle des Lumières (1688-1789). Il y eut d'abord la Révolution Glorieuse en Angleterre (1688), qui fut suivie de l'établissement du Parlement et de la charte des droits, ainsi que d'une réduction du pouvoir arbitraire de la monarchie. Il y eut aussi la Révolution Française (1789) et, bien entendu, la Révolution Américaine (1776), dont la Déclaration d'Indépendance et la constitution furent directement inspirées des écrits de Locke, qui eut une grande influence sur les Pères Fondateurs.

Ces révolutions ont eu comme impact d'anéantir la féodalité et d'abolir les diverses monarchies absolues à travers l'Europe, libérant ainsi le peuple de cette oppression économique et politique. Ces nouveaux systèmes politiques allaient être basés sur l'égalité de tous les citoyens devant la loi (« *rule of law* »), les droits individuels et la propriété privée.

Le système économique qui allait émerger découla des idées d'un dénommé Adam Smith, qui publiait en 1776 l'oeuvre la plus influente de tous les temps dans la sphère économique : *La Richesse des Nations*^[2] Smith y décrivait l'importance de la spécialisation du travail pour augmenter la production et donc créer de la richesse. Il y défendait aussi le libre-échange, alors qu'à l'époque le protectionnisme était très bien ancré dans les politiques économiques mercantilistes des nations. Il y constatait qu'une économie basée sur le libre-marché était plus productive et enrichissante pour la société. Il y décrivait finalement un système économique basé sur la propriété et sur la « liberté naturelle » qui allait plus tard être nommé « capitalisme ». Les bases théoriques du capitalisme libéral allaient par la suite se renforcer grâce aux travaux du Français Jean-Baptiste Say (loi des débouchés) et de l'Anglais David Ricardo (loi des avantages comparatifs).

C'est donc grâce à la libéralisation de l'économie mondiale que le niveau de vie des humains a été catapulté à des niveaux incroyables par rapport à ce qui avait été observé depuis l'aube de l'humanité. La pauvreté, telle que définie en 1750, a été pratiquement éradiquée dans les pays ayant participé à cette libéralisation. Cependant, bien que l'ensemble de la population ait bénéficié de cette immense création de richesse, certains en ont bénéficié plus que d'autres. Cette inégalité a engendré une certaine jalousie chez certains, ce qui a créé une opportunité pour les politiciens d'augmenter leur popularité en séduisant les moins nantis par des mesures de redistribution de richesse. C'est ainsi qu'un renversement de la tendance vers la libéralisation et l'enrichissement collectif a commencé à s'orchestrer.

Ainsi, l'État-providence serait né en Allemagne vers 1880, alors que le chancelier Otto Von Bismark a introduit divers programmes sociaux pour « acheter » la loyauté du peuple envers l'empereur et son régime.^[3] Cela n'est pas passé inaperçu du regard des politiciens américains, qui ont commencé à instaurer des programmes pour les vétérans. Ces programmes ont été constamment élargis au fur et à mesure que les politiciens constataient leur efficacité à sécuriser le soutien électoral.

Ceci étant dit, c'est le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt qui a vraiment fait avancer l'État-providence aux États-Unis, notamment avec le *Social Security Act* de 1935. Ces idées bourgeoisaient depuis longtemps dans l'esprit des socialistes américains et la Grande Dépression allait leur fournir la justification idéale pour les instaurer. Par la suite, les budgets associés au *Social Security Act* ont été augmentés à chaque élection par des politiciens opportunistes. Le salaire minimum fut introduit en 1938. Le *Food Stamp Act* en 1964. Les programmes d'assurance-santé Medicare et Medicaid furent instaurés en 1965. Depuis ce temps, la couverture de ces programmes n'a cessé d'augmenter au fil des élections. En 2000, le gouvernement américain couvrait 43% des dépenses médicales alors que c'était seulement 21% en 1960.^[4]

Au Québec, c'est la *Révolution Tranquille* qui, durant les années 1960s, a instauré des programmes sociaux, dans le but de sortir la nation de la « grande noirceur ». Pourtant, les choses n'étaient pas si sombres à l'époque. À la veille de la Révolution Tranquille, le Québec n'avait rien d'une société sous-développée. La moitié des francophones occupaient un emploi dans le secteur des services. Durant tout le 20^e siècle, la proportion de travailleurs québécois oeuvrant dans le secteur industriel fut comparable aux proportions observées aux États-Unis et dans plusieurs pays européens. On ne constatait pas non plus de retard d'urbanisation dans la province. Le Québec affichait même un taux d'urbanisation supérieur à celui de l'Ontario de 1900 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, et allait se maintenir au-dessus de la moyenne canadienne par la suite. La société québécoise d'avant la Révolution Tranquille comptait aussi de nombreux entrepreneurs francophones dans le domaine industriel et commercial. Dès le 19^e siècle, ils se dotent d'institutions financières soutenant l'essor économique régional: banques, sociétés de fiducie et compagnies d'assurance. Les chambres de commerce foisonnaient et se regroupèrent en fédération provinciale dès 1909. En 1935, elle comptait 49 chambres affiliées. En 1953, le Québec affichait le deuxième revenu par habitant le plus élevé au monde après les États-Unis (en excluant le reste du Canada).^[5] Dans les circonstances, comment peut-on parler de « grande noirceur »?

Néanmoins, c'est pour s'attirer les votes d'une majorité montante qu'était la génération des « baby-boomers », dont les revenus étaient inférieurs vu leur jeunesse, que les politiciens de l'époque menés par Jean Lesage ont mis en place ces programmes sociaux. Ces réformes ont touché la santé, les services sociaux, l'éducation, la culture et l'interventionnisme économique, notamment par la création de la Régie des Rentes, de la Caisse de Dépôts et par la nationalisation de l'électricité sous Hydro-Québec. L'État-providence québécois n'a pratiquement pas cessé de prendre de l'expansion depuis; intervenant dorénavant dans toutes les sphères de nos vies.

Trop occupés à redistribuer la richesse qu'ils subtilisent pour mousser leur carrière, les politiciens oublient ce qui a permis de créer cette richesse au préalable: la libre coopération des individus cherchant à améliorer leur sort. Pour justifier leurs actes, ils accusent, de façon boiteuse, le capitalisme de tous les maux de la terre: inégalités, crises

financières, fraude, corruption, destruction de l'environnement, etc. Ils ne se rendent pas compte que ce sont leurs interventions qui créent ces problèmes en premier lieu et que leurs interventions subséquentes visant à corriger le tir ne font qu'empirer les choses.

La marche arrière vers le vrai capitalisme libéral n'est pas une solution pour eux puisque cela signifierait une diminution de la taille de leur empire et donc de leur prestige et de leur influence, les raisons mêmes de leur implication en politique. Sans oublier le fait qu'il n'est pratiquement pas possible de se faire élire avec un programme visant la réduction de la taille de l'État puisque trop d'électeurs y perdraient au change étant dépendants d'une façon ou d'une autre de l'État.

Bien entendu, la taille de l'État a connu quelques courtes périodes de régression au cours des 30 dernières années aux États-Unis, au Canada et au Québec, sous les gouvernements de Reagan, Clinton, Chrétien et Charest. Cependant, ces brefs et timides épisodes n'ont été que des accidents de parcours et n'ont pas changé la tendance de croissance de l'État. Bien que le socialisme totalitaire ne persiste plus qu'à Cuba, en Chine et en Corée du Nord, le socialisme démocratique continue de progresser. Néanmoins, la croissance économique mondiale a grandement bénéficié de la libéralisation lente et graduelle de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du Chili et du Brésil depuis les années 1980s. Cependant, plutôt que de s'en réjouir, les pays industrialisés les perçoivent comme une menace et interviennent défavorablement à leur égard; nuisant à la coopération économique mondiale et surtout à leur propre population.

Les programmes sociaux déresponsabilisent les individus et les rendent dépendants de l'État. Ils ne contribuent pas à éradiquer la pauvreté, mais plutôt à entretenir celle-ci. Ils détruisent la richesse et encourage le parasitisme. Comme disait le disait Bastiat :

« L'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde. »

Frédéric Bastiat, 1848

Évidemment, ces programmes de dépenses, aujourd'hui gigantesques, ont dû être financés, d'abord par des taxes et impôts croissants, puis par l'endettement et la création de monnaie. Ce n'est pas pour rien que les banques centrales des États-Unis et du Canada ont été créées au début du 20^e siècle, en même temps que la progression de l'État-providence. Nous avons donc observé une augmentation constante de l'endettement gouvernemental dans les pays industrialisés.

Il y a quelques décennies, cet endettement était soutenu par une croissance économique plus ou moins forte, aidée par une bonne croissance démographique, et donc par l'augmentation des recettes fiscale de l'État,

mais dans les années 2000s, un gros problème s'est pointé à l'horizon. Nés en 1946, les premiers baby-boomers ont fêté leur 65e anniversaire en 2010-2011 et auront atteint l'âge normal de la retraite, alors que plusieurs d'entre eux bénéficient d'une retraite anticipée. Nous observons donc une baisse de la population active et une augmentation de la population inactive. Selon le scénario de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), en 2031, il y aura deux travailleurs pour un retraité. En 2001, ce ratio était de cinq travailleurs pour un retraité.

En quoi cela est-il un problème? Si la population active diminue, la production aussi diminue, ce qui est un problème majeur pour l'État puisque ses recettes fiscales diminueront alors que ses dépenses continueront d'augmenter. En outre, les retraités sont de grands consommateurs de services sociaux, surtout en santé. Cette situation est exacerbée par les mauvais rendements des caisses de retraite ces dernières années ainsi que par les mauvais rendements boursiers durant la dernière décennie, qui ont grugé le peu d'épargne existant. D'ailleurs, au 20^e siècle, les banques centrales ont créé de la monnaie à profusion pour stimuler l'économie, faisant baisser les taux d'intérêt pour encourager l'endettement au détriment de l'épargne. Le résultat est que la population est endettée et dispose de peu de fonds pour la retraite.

Devant ces faits, les programmes sociaux de l'État apparaissent insoutenables. D'ailleurs, la plupart des pays industrialisés voient leurs gouvernements rapporter des déficits budgétaires chroniques. Autrement dit, on s'endette pour payer « l'épicerie ». Le niveau d'endettement de ces pays a atteint un niveau qui donne la frousse aux marchés financiers. Nous avons vu les problèmes financiers encourus par la Grèce et plusieurs autres pays européens en 2010. Il est à prévoir que d'autres pays se retrouveront dans cette situation bientôt, incluant les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Québec.

Ces pays font alors face à trois choix : hausser les taxes et impôts au risque de grandement nuire à l'économie; monétiser la dette en créant de la monnaie au risque de générer de l'hyper-inflation et de provoquer une forte hausse des taux d'intérêt qui nuirait à l'économie et aux finances de l'État; ou réduire les dépenses au risque de se mettre les dépendants de l'État et les fonctionnaires à dos, un véritable suicide politique. Il y a fort à parier que les deux premières solutions seront considérées par les politiciens, même si cela impliquera la dilapidation du capital productif de l'économie, lequel permet de générer la richesse.

Les bénéficiaires des largesses du gouvernement que sont les fonctionnaires, les assistés sociaux et tous ces groupes de pression qui financent les campagnes des politiciens dans le but d'en soutirer des privilèges, continueront de protéger leurs acquis au détriment du reste de la population puisqu'ils détiennent l'hégémonie sur le processus électoral. L'intervention de l'État dans la sphère monétaire dans le but de maintenir une inflation positive et constante continuera d'affaiblir le pouvoir d'achat des gens et de générer de l'endettement, des bulles spéculatives et de

violents cycles économiques se terminant par de terribles récessions. Depuis la crise financière de 2008, la réglementation et le protectionnisme sont aussi en forte progression dans le monde, au détriment de la liberté économique.

En somme, la progression de l'interventionnisme étatique au détriment de la liberté économique est en train d'atteindre son apogée. Le choc démographique pourrait très bien sonner le glas de l'État-providence, qui est déjà en faillite, mais quelle sera l'ampleur des dommages à notre niveau de vie d'ici là?

La solution :

La solution à cet impasse est fort simple : l'État doit se rétracter et cesser d'intervenir dans l'économie, laissant le champ libre aux créateurs de richesse.

Tout d'abord, l'État doit cesser de manipuler la monnaie et abolir la politique monétaire. Un retour à l'étalon-or ou la solution de Milton Friedman devraient être considérés. L'État doit cesser d'agir en tant que prêteur de dernier recours pour les banques, ce qui leur permet d'opérer avec de faibles réserves. De plus, les droits de propriété des déposants doivent être respectés par les banques (c'est-à-dire que les banques doivent cesser de s'appropriier les dépôts à vue pour les utiliser à leur avantage). Ainsi, l'ampleur des bulles et des boums économiques serait fortement réduite et le capital cesserait d'être gaspillé à des fins non-productives.

En second lieu, l'État doit libérer le commerce international; c'est-à-dire anéantir unilatéralement l'ensemble des mesures protectionnistes encore en vigueur. Cela aura comme impact de grandement augmenter le pouvoir d'achat de la population et de rendre nos entreprises plus compétitives.

Troisièmement, l'État doit diminuer ses dépenses de façon à pouvoir diminuer le fardeau fiscal des contribuables. Nous pourrions commencer par les dépenses militaires, qui devraient être strictement limitées à la défense préventive du pays. L'élimination totale des subventions aux entreprises serait aussi de mise.

Évidemment, il faudrait aussi que l'État réduise l'ampleur de sa dispendieuse bureaucratie. Une bonne façon d'y parvenir serait par la privatisation de certains services publics. Les entreprises privées sont motivées par le profit, ce qui implique qu'elles ne peuvent pas se permettre d'entretenir une trop lourde bureaucratie. La bureaucratie est présentement omniprésente dans les systèmes de santé et d'éducation du Québec, alors que ces ministères accaparent la part du lion des dépenses du gouvernement. Notez que le financement public de ces services n'implique pas nécessairement que la prestation du service doive aussi être publique.

L'autre façon de réduire la bureaucratie est de réduire la réglementation excessive qui non seulement constitue une entrave à des

échanges volontaires entre individus consentants et crée des distorsions néfastes, mais nuit aussi au dynamisme de l'économie et donc à notre niveau de vie. La réglementation du marché du travail devrait notamment être allégée et le pouvoir excessif des syndicats réduit.

Finalement, les programmes sociaux devraient être simplifiés et réduits de façon à maintenir un certain « filet de sécurité » pour les moins bien nantis sans toutefois entretenir une classe parasitaire et influencer le comportement des individus. À cet égard, le revenu minimum du citoyen ou l'impôt négatif sont des solutions à considérer.

Ces réductions de dépenses pourraient être utilisées pour réduire les taxes et impôts. Une bonne partie de cette réduction du fardeau fiscal serait réinvestie dans le capital productif de l'économie à travers l'épargne, contribuant ainsi à augmenter notre niveau de vie. L'introduction d'un taux d'imposition fixe serait aussi souhaitable, de façon à ne plus décourager la prise de risque, le travail et l'excellence, de même qu'une simplification de la loi de l'impôt.

La démocratie est malade. Nous sommes menés par des politiciens corrompus qui dispose de plus de pouvoir que jamais au cours des 150 dernières années. Ils abusent constamment de leur pouvoir, menés par des groupes de pression qui font passer leurs intérêts au détriment de ceux de la population. Le système politique est complètement monopolisé par des socialistes de gauche et des socialistes de droite, qui croient que le gouvernement est la solution à tous nos problèmes alors que le gouvernement EST le problème; par des partis bien financés qui dilapident l'argent des contribuables pour acheter les clientèles électorales nécessaires à garder le pouvoir. La démocratie est en train de devenir une forme de viol collectif dans lequel les violeurs, qui sont en majorité, n'ont que faire des objections de la pauvre victime, les simples contribuables.

Alexis de Tocqueville l'expliquait déjà dans *De la Démocratie en Amérique*, publié en 1835. Dans cette oeuvre célèbre, il fait l'analyse de la démocratie aux États-Unis, ce jeune pays libre regorgeant d'entrepreneurs dynamiques et individualistes :

« *La république américaine durera jusqu'au jour ou le Congrès découvrira qu'il peu corrompre le public avec l'argent du public.* »

Le confort relatif qui a rendu la population indifférente à cette problématique n'est pas là pour rester. Il est impératif que la population réalise que nous sommes bien engagés sur la route de la servitude et de la pauvreté.

[1] « *Estimating world GDP, one million B.C. to present* », Bradford DeLong, University of California, Berkeley.

[2] “*An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*”, Adam Smith, 1776.

[3] « *The Welfare State and the Promise of Protection*”, Robert Higgs, Mises Institute, 24 août 2009.

[4] « *What’s Really Wrong with the Healthcare Industry*”, Vijay Boyapati, Mises Institute, 26 mai 2010.

[5] « *La Révolution Tranquille, Rupture ou Tournant?* », Jacques Rouillard, Journal of Canadian Studies/Revue d’études canadiennes, vol. 32, 4 (hiver 1998), p. 23-51.